

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01468 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-M53G

Minute n° : 21/00004

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du représentant de l'Etat en date du 26 décembre 2020 portant admission en hospitalisation complète,

concernant :



ayant pour avocat Me Adeline BALESTIE

Vu la saisine en date du 30 Décembre 2020 de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 30 Décembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE PREFET DE L'HERAULT**
- **L'ARS**
-



Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 30 Décembre 2020,

Vu la note d'audience en date du 04 Janvier 2021,

MOTIFS DE LA DÉCISION

Attendu que [redacted] été admis en soins psychiatriques par décision du Préfet de l'Hérault en date du 26 décembre 2020, sur le fondement des articles L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique, au vu de la mesure provisoire d'hospitalisation ordonnée le 25 décembre 2020 par le maire de LUNEL et du certificat médical du Dr KAYSEL, médecin extérieur au CHU de Montpellier ; que par décision du 29 décembre 2020, à l'issue de la période d'observation de 72 heures, le Préfet a décidé de la prise en charge de [redacted] sous la forme du maintien d'une hospitalisation complète ; que par requête du 30 décembre 2020, le préfet a saisi le juge des libertés et de la détention aux fins de contrôle de la mesure de soins dans les 12 jours après l'admission ;

Attendu que l'avocate d [redacted] demande la levée de la mesure d'hospitalisation aux motifs :

- qu'il n'est pas justifié de la compétence des signataires des arrêtés préfectoraux d'admission et de maintien en soins pour accomplir ces actes ;
- que la famille du patient n'a pas été informée de son admission en soins ;
- que l'information sur les droits n'a pas été réitérée après notification de la décision du 26 décembre 2020 ;

Attendu que l'article L. 3211-3 al. 3 b) du code de la santé publique dispose que le patient est informé, dès l'admission ou aussitôt que son état le permet et, par la suite, à sa demande et après chacune des décisions de maintien en soins ou définissant la forme de la prise en charge, de sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 2111-12-1 ;

Attendu au cas présent que l'information sur ses droits, voies de recours et garanties a été délivrée le 25 décembre 2020, jour de son admission en soins ;

qu'en revanche, il ne résulte pas des pièces communiquées avec la requête que l'information sur les droits ait été renouvelée après notification de la décision définissant la forme de la prise en charge, le 30 décembre 2020, et il ne ressort pas des éléments médicaux au dossier que l'état de l'intéressé ne le permettait pas ;

que la procédure est en conséquence irrégulière ;

que cette irrégularité fait grief au patient, puisqu'il était, quelques jours après le début de la prise en charge, davantage à même de comprendre la portée de ses droits et de les exercer qu'au jour de l'admission ;

qu'il convient en conséquence de donner main levée de l'hospitalisation complète, et ce sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de nullité soulevés ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE PREFET DE L'HERAULT à l'égard de [REDACTED] et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique) ;

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée ;

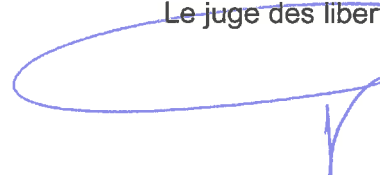
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 04 Janvier 2021 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification envoyée le 04 Janvier 2021 :

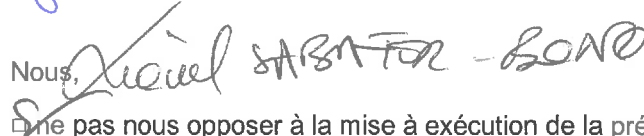
- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- [REDACTED] par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Adeline BALESTIE par courriel
- Monsieur le Représentant de l'Etat et l'ARS par courriel

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 04 Janvier 2021 à [REDACTED]

Le greffier



Nous,



, procureur de la République

ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

SABATER-BONO
Lionel, juge de la République
Procureur de la République

